

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA SEANCE DU 06 Avril 2021
Délibération n°2021/11

| | |
|--|---|
| Date de la convocation : 29 Mars 2021 | L'an Deux Mille Vingt et Un, Le 06 Avril, A 14h30, les membres du Comité Syndical du PETR Ternois – 7 Vallées se sont réunis en séance publique, au Pôle de Vie Communal, 8, route de Saint Pol de Croisette (62130), après convocation légale en date du Vingt Neuf Mars Deux Mille Vingt et Un sous la Présidence de Monsieur BACHELET Claude, Président |
| Date d'affichage : 29 Mars 2021 | |
| | Monsieur le Président expose aux membres du Comité Syndical que, dans le cadre de la dématérialisation des actes soumis au contrôle de légalité, il est proposé d'adhérer au dispositif d'échanges dématérialisés entre l'Etat et les Collectivités territoriales ou Etablissements publics locaux. |
| Nombre de membres : En Exercice : 35 Présents : 27 De Votants : 27 | <p>Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2131-1, alinéa 2, et R. 2131-1-B à R. 2131-4 ;</p> <p>Vu l'arrêté du 26 octobre 2005 portant approbation d'un cahier des charges des dispositifs de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et fixant une procédure d'homologation de ces dispositifs, modifié par arrêté du 23 mai 2017 portant approbation du nouveau cahier des charges des dispositifs de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et modifiant la procédure d'homologation (version consolidée au 5 avril 2019) ;</p> |
| Objet de la délibération : Dématérialisation de la transmission des actes soumis au contrôle de légalité | <p>Vu le nouveau code des marchés publics ;</p> <p>Considérant que dans le cadre de la modernisation de l'exercice du contrôle de légalité, le ministère de l'Intérieur a mis en œuvre un dispositif d'échanges dématérialisés entre l'Etat et les Collectivités territoriales ainsi que les Etablissements Publics Locaux ;</p> <p>Considérant qu'il convient de désigner un prestataire homologué, ce qui permettra la signature d'une convention entre le représentant de l'Etat et les collectivités territoriales pour la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité.</p> <p>Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Syndical de bien vouloir en délibérer ;</p> |
| Vote : Pour : 27 Contre : 0 Abstention : 0 | <p><u>LE CONSEIL SYNDICAL :</u></p> <p>ENTENDU l'exposé de son Président ; APRES en avoir débattu, APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés</p> |

DECIDE :

Mention
exécutoire :
Oui

- D'approuver le principe de télétransmission des actes communautaires soumis au contrôle de légalité
- De mandater le Président pour procéder à la désignation d'un prestataire agréé selon les critères de la procédure adaptée prévue au code des Marchés Publics
- D'autoriser le Président à signer la convention entre les services de l'Etat et à intervenir.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.
Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme,
Le Président,
Claude BACHELET

Acte rendu
exécutoire
après dépôt en
Préfecture
d'Arras le
et publication
et notification
du

